

L'HEBDO DES MARCHÉS

Rédigé le jeudi 13 octobre 2022

FEDERAL
FINANCE GESTION
UNE FILIALE DU Crédit Mutuel ARKEA

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE 118,5%

Le FMI anticipe que la dette d'Etat française atteindrait un ratio de 118,5% du PIB national en 2027. L'Allemagne devrait voir ce ratio diminuer à 60% et les ratios d'endettement de la Belgique, de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne reculent aussi et donc s'améliorent.

UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE TOUJOURS INQUIÉTANT

Entre le message pessimiste du FMI quant à la croissance mondiale, un contexte géopolitique toujours inquiétant, des signaux négatifs en provenance de Chine, une inflation toujours forte aux Etats-Unis et les craintes de risque systémique au Royaume-Uni, tous les voyants sont au rouge pour les actifs risqués. Les bons chiffres de l'emploi américain, malgré un ralentissement par rapport au mois d'août, et les niveaux élevés d'inflation ont alimenté la hausse des taux obligataires et les craintes des investisseurs alors que le marché anticipe, avec toujours plus de certitude, un nouveau relèvement des taux directeurs de la Fed. En zone euro, la crise énergétique européenne et les répercussions du durcissement des conditions financières se traduisent par la poursuite du ralentissement économique, mais la BCE n'aura d'autre choix que de suivre la Fed et continuer, elle aussi, à resserrer sa politique monétaire face à un risque inflationniste toujours élevé. La hausse des taux longs qui en découle alimente les risques de récession.

INDICATEURS CLÉS	Depuis le point bas du 16/3/20	2021	2022 au 12/10	Perf mensuelle au 12/10/22	Perf hebdo du 05/10 au 12/10/22
CAC 40	50,53%	28,86%	-18,66%	-0,97%	-2,79%
Euro Stoxx 50	36,00%	21,00%	-22,48%	0,42%	-3,36%
S&P 500	49,92%	26,89%	-24,95%	-0,25%	-5,45%
Act. Monde	35,31%	20,11%	-26,71%	-0,46%	-5,28%
Act. Emergentes	3,84%	-4,57%	-29,79%	-1,26%	-4,89%
Pétrole (Brent)	208,33%	50,19%	18,89%	5,11%	-0,96%
VAR ET NIVEAU OAT 10 ans	329	0,19%	276	23	2,95%

ÉVOLUTION DES MARCHÉS

Sur la période, les indices actions ont reculé avec la poursuite du sell-off obligataire et le durcissement des conditions financières. Les actions mondiales (indice MSCI AC World) reculent de 5,3% et les marchés émergents de 4,9%. En Asie, le Nikkei fléchit de 2,7%, le Shanghai Composite de 5% et le Hang Seng de 7,7%. L'Europe est affectée par le risque de baisse de l'activité lié à la raréfaction de l'énergie, l'indice Euro Stoxx baisse de 3,4% et le CAC 40 de 2,8%. Outre atlantique, les indices reculent nettement, de 3,5% pour le Dow Jones, 5,5% pour le S&P 500 et 6,8% pour le NASDAQ 100. Le pétrole se stabilise, impacté par l'anticipation de baisse de la demande mondiale malgré la baisse de production actée par l'OPEP+. Dans ce contexte d'inflation et de resserrement monétaire des banques centrales, le rendement de l'OAT 10 ans a atteint 2,95% (plus 0,23% sur la semaine et plus haut depuis avril 2012), contre un niveau de 0,19% en début d'année et après avoir été longtemps négatif en 2021.

ÉVOLUTION DES PERFORMANCES DU 5 AU 12 OCTOBRE 2022

POINT DE SITUATION

Aux Etats-Unis, le marché du travail montre une forte résilience en septembre, avec des créations d'emplois supérieures aux attentes et un recul inattendu du taux de chômage de 0,2 point à 3,5% de la population active, des inscriptions au chômage qui restent extrêmement faibles et un salaire horaire qui augmente. Si la décélération économique est bien là, on constate que l'activité reste assez résiliente et la contraction du secteur privé a été moins importante qu'anticipé, ce qui milite pour la poursuite du resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale américaine. D'autant que l'inflation américaine ne se calme pas : l'indice américain des prix à la consommation progresse de 0,4% sur un mois et de 8,2% en glissement annuel, (8,3% un mois auparavant). Hors alimentation et énergie, il augmente de 0,6% sur un mois et de 6,6% en glissement annuel. Les prix à la production suivent la même trajectoire, plus 0,4% sur un mois et plus 8,5% en glissement annuel et, hors alimentation et énergie, la progression sur un an s'affiche à 7,2%. En zone euro, la production industrielle d'août a augmenté plus que prévu (plus 2,5% en glissement annuel contre plus 1,2% attendu), notamment dans les biens d'équipement. Le ralentissement de la croissance reste jusqu'ici modéré et la BCE insiste sur le fait que la zone euro n'est pas encore en récession et qu'elle devrait se montrer encore « agressive » lors des prochaines réunions en procédant à deux hausses significatives de ses taux directeurs afin d'atteindre un niveau jugé « neutre ». Les indices d'activité (PMI) chinois montrent que l'activité reste fortement impactée par la politique Zero-Covid et l'ajustement de l'immobilier. La chute de l'indicateur pour les services en septembre de 55 à 49,3 pt confirme la grande faiblesse de la demande domestique. Le PMI global repasse sous les 50 pt en septembre pour la première fois depuis les confinements du 2ème trimestre, ce qui suggère que la croissance chinoise pourrait ralentir de nouveau en fin d'année après le léger rebond de cet été.

PERSPECTIVES

Le Fonds monétaire international revoit en baisse de 0,2% son estimation de croissance pour 2023 et prévoit que la croissance mondiale devrait ralentir de 6% en 2021 à 3,2% en 2022 et 2,7% en 2023. Pour la zone euro, le PIB est attendu en progression de 3,1% cette année et de 0,5% l'année prochaine contre respectivement plus 2,6% et plus 1,2% en juillet. Au-delà des craintes de récession, celles relatives à une crise systémique qui paralyserait un pan du système financier mondial prennent de l'ampleur et tous les regards sont tournés vers le Royaume-Uni où les fonds de pension sont contraints de constituer de vastes montants de garanties d'urgence, après la forte baisse du prix des obligations souveraines britanniques. La Banque d'Angleterre a été contrainte d'acheter de la dette souveraine afin d'éviter des « ventes en catastrophe » de fonds de pension, qui pourraient menacer la stabilité financière. Malgré ces perspectives moroses, la politique monétaire de la Fed devra devenir plus restrictive afin de placer l'inflation sur une trajectoire descendante durable vers 2% et la banque centrale souligne que le coût d'une action insuffisante pour réduire l'inflation était probablement supérieur au coût d'une action trop importante. De même, la BCE estime qu'il reste du chemin à parcourir au cours des prochaines réunions pour sortir du niveau très accommodant actuel des taux directeurs en Europe. Dans ce contexte de resserrement monétaire, qui entraîne une détérioration de l'activité et éventuellement des risques financiers, il nous semble que la prudence doit toujours l'emporter, malgré des valorisations plus attrayantes sur les actifs risqués, à la veille de l'ouverture de la saison de publication des résultats des entreprises.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Ce document a été réalisé dans un but d'information uniquement et ne constitue ni une offre ni une recommandation personnalisée ou une sollicitation en vue de la souscription de produits éventuellement cités. Les simulations et opinions présentées sur ce document sont le résultat d'analyses de Federal Finance Gestion à un moment donné et ne préjugent en rien de résultats futurs. ARKEA INVESTMENT SERVICES est une marque de FEDERAL FINANCE, SA à Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 20 747 030 euros. Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON. Siren 318 502 747 RCS Brest - Société de courtage d'assurances immatriculée à l'ORIAS, n° 07 001 802. Établissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution. TVA : FR 53 318 502 747. FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directeur et Conseil de Surveillance au capital de 6 500 000 euros. Siège social : 1, allée Louis Lichou - 29480 LE RELECQ-KERHUON. Siren 378 135 610 RCS Brest - Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87 378 135 610.

ARKEA
INVESTMENT SERVICES